

Centre INRAE Nouvelle Aquitaine -Bordeaux
Établissement Public à caractère scientifique et technologique (EPST)
Unité AVIPOLE
1076 route de Haut-Mauco
40280 BENQUET – France

REGLEMENT DE CONSULTATION

**Marché de fournitures et de services
Marché à procédure adaptée**

**Objet du marché : Fourniture d'aliments pour palmipèdes pour
l'unité expérimentale AVIPOLE du Centre INRAE Nouvelle
Aquitaine Bordeaux**

Date et heure limites de réception des plis :

Jeudi 27 avril 2023 à 16h00

SOMMAIRE

PRÉAMBULE	3
1. OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.1. Identification de l'organisme qui passe le marché.....	3
1.2. Objet de la consultation.....	3
1.3. Lieu d'exécution	4
1.4. Type de procédure.....	4
1.5. Conditions de participation à la consultation	4
2. CONDITION DE LA CONSULTATION	4
2.1. Durée du marché	4
2.2. Variantes.....	4
2.3. Prestations supplémentaires éventuelles	4
2.4. Délai de validité des offres.....	4
2.5. Contenu et obtention du dossier de consultation	5
2.6. Présentation des candidatures et des offres.....	5
2.6.1. Documents à produire.....	5
2.6.2. Pour la partie « candidature ».....	5
2.6.3 Contenu de l'offre.....	7
2.7. Conditions d'envoi ou de remise des plis (candidatures et offres).....	8
2.7.1 Modalités de transmission.....	8
2.7.2 Transmission électronique dématérialisée obligatoire	8
2.8. Date limite de réception des offres.....	10
2.9. Ouverture des plis.....	10
2.10. Appréciation des capacités et jugement des offres.....	10
2.10.1. Appréciation des capacités	10
2.10.2. Critères d'attribution	10
2.11. Négociation	11
ARTICLE 3 : Autres Renseignements.....	12
3.1. Obtention de renseignements.....	12
3.2. Modification de détails au dossier de consultation.....	12
3.3. Litiges.....	12
3.4. Obligation de discrétion	12

PRÉAMBULE

Le présent marché sera conclu au terme d'une procédure adaptée. Le pouvoir adjudicateur met à disposition des soumissionnaires un mode de réponse simplifiée dit « Document Unique de Marché Européen) » ou DUME.

Ce mode de réponse simplifiée (DUME) permet aux soumissionnaires de déposer une offre obligatoirement dématérialisée qui n'est pas obligatoirement signée. Seule l'offre de l'attributaire est signée au terme de la procédure de passation.

Les soumissionnaires qui se présentent seuls sont éligibles à déposer un dossier de candidature sur la base du formulaire simplifié. Ce formulaire pré-rempli est complété par le candidat lors du dépôt de son offre sur le profil acheteur d'INRAE sur la Plateforme des Achats de l'Etat (PLACE).

Pour les soumissionnaires non éligibles au formulaire simplifié (Groupement d'entreprises, candidat ne disposant pas d'un numéro de SIRET, société de nationalité étrangère ne disposant pas de SIRET) la constitution d'un dossier de candidature classique s'applique.

Le marché ne fera l'objet d'une signature par le candidat ainsi que par INRAE qu'à l'étape de son attribution.

1. OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1.1. IDENTIFICATION DE L'ORGANISME QUI PASSE LE MARCHÉ

Nom de l'organisme	Institut National de Recherche pour l'Agriculture, l'Alimentation et l'Environnement (INRAE)
Représentant du Pouvoir Adjudicateur	La Directrice de l'Unité AVIPOLE, Centre INRAE Nouvelle Aquitaine-Bordeaux, Mme HAZARD Azelie
Adresse postale	Unité expérimentale AVIPOLE – Domaine d'Artiguères 1076 Route de Haut-Mauco 40280 BENQUET

1.2. OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet de mettre en place un marché pour la fourniture d'aliments pour palmipèdes en vrac ou en sac pour l'Unité Expérimentale de l'Unité AVIPOLE du Centre INRAE Nouvelle Aquitaine-Bordeaux.

L'unité expérimental AVIPOLE situé sur le site d'Artiguères à BENQUET dans les Landes, permet la réalisation de projet expérimentaux sur différentes espèces Palmipèdes (Canards, Oies).

Les thématiques étudiées sont variées, allant de la génétique à la gestion du système d'élevage en passant par le comportement et le bien-être.

Les installations nous permettent d'étudier l'ensemble des maillons de la filière palmipède, allant de l'incubation des œufs à l'abattage des animaux.

1.3. LIEU D'EXECUTION

Les prestations demandées seront principalement livrées à l'Unité expérimentale AVIEPOLE, 1076 Route de Haut-Mauco 40280 BENQUET **et/ou** sur un autre site dont l'adresse de livraison sera indiquée sur le bon de commande.

1.4. TYPE DE PROCEDURE

La présente consultation est passée sous la forme d'une procédure adaptée en application de l'article R2123-1 du code de la commande publique.

La présente consultation n'est pas décomposée en lots au sens de l'article L. 2113-1 du code de la commande publique.

1.5. CONDITIONS DE PARTICIPATION A LA CONSULTATION

Le candidat peut se présenter seul ou sous la forme d'un groupement. Le groupement peut être :

- soit conjoint (lorsque chaque membre du groupement s'engage à exécuter le (ou les) prestation(s) susceptible(s) de lui être confiée(s) dans le marché),
- soit solidaire (lorsque chaque membre du groupement est engagé sur la totalité du marché).

Dans les deux formes de groupement, l'un des membres, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des membres du groupement et en coordonne les prestations.

Le mandataire d'un groupement conjoint est solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

L'offre dématérialisée, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du Titulaire, sauf lorsque le montant est inférieur à 600 € TTC.

2.CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1. DUREE DU MARCHÉ

Le marché est conclu pour une période initiale d'un an à compter de sa notification. Il pourra être renouvelé par tacite reconduction pour une année supplémentaire.

INRAE ou le Titulaire pourront résilier le marché après sa première année d'exécution avec un préavis de 3 mois notifié à l'autre partie.

2.2. VARIANTES

Les variantes ne sont pas admises.

2.3. PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES

Le marché ne comporte pas de prestation supplémentaire éventuelle (PSE).

2.4. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est de 90 jours à compter de la date de réception limite des offres.

2.5. CONTENU ET OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le présent Règlement de la Consultation (R.C.),
- Les pièces contractuelles :
 - L'acte d'engagement valant Cahier des Clauses Particulières (CCP),
 - L'annexe 1 à l'acte d'engagement « Bordereau de prix unitaires ».

Les documents de consultation sont à la disposition des candidats potentiels mais restent de l'entière propriété du pouvoir adjudicateur. Celui-ci se réserve un droit d'action contre toute utilisation abusive de ces documents.

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique (CD-ROM, clé USB...) ne sera acceptée.

OBTENTION DU DOSSIER :

Tous les documents de la consultation sont disponibles par voie dématérialisée et devront être téléchargés gratuitement sur le profil acheteur INRAE de la plateforme de dématérialisation PLACE à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

2.6. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

2.6.1. Documents à produire

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Elles seront exprimées en EURO. Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui, en un exemplaire dans une enveloppe comprenant :

- un dossier de candidature,
- une offre technique et financière.

En application des articles R. 2132-7 et R. 2132-13 du Code de la Commande Publique, la transmission des candidatures et des offres se fera obligatoirement par voie électronique sur le profil d'acheteur INRAE (<https://www.marches-publics.gouv.fr>) dans les conditions exposées ci-dessous. Les soumissionnaires ont toutefois la possibilité d'y ajouter une copie de sauvegarde, qui n'est pas une offre en tant que telle, par voie traditionnelle.

La qualité des réponses des candidats exige une parfaite compréhension du dossier de consultation. Tous les documents sont donc à relire avec la plus grande attention.

2.6.2. Pour la partie « candidature »

Les soumissionnaires éligibles peuvent déposer un dossier de candidature simplifiée (DUME).

A contrario, les soumissionnaires suivants doivent respecter les exigences du dossier de candidature classique (cf. : point suivant 2.6.2.2. « candidature classique ») :

- ceux qui se présentent avec un ou plusieurs sous-traitants,
- ceux qui se présentent en groupement d'entreprises,
- ceux qui ne disposent pas d'un numéro SIRET,
- les sociétés de nationalité étrangère ne disposant pas de SIRET.

Dans tous les cas, les soumissionnaires fournissent l'intégralité des pièces et des renseignements exigés en fonction du type de candidature retenue. Toute candidature incomplète ou ne respectant pas les exigences formulées dans les documents de la consultation pourra être éliminée.

2.6.2.1. Candidature simplifiée - Document Unique de Marché Européen (DUME)

Sauf en cas de remise d'une candidature par DUME (document unique de marché européen), les soumissionnaires fournissent l'intégralité des pièces et des renseignements exigés ci-après. Toute candidature incomplète ou ne respectant pas les exigences formulées dans les documents de la consultation pourra être éliminée. Ainsi en cas de remise de candidature par DUME, le pli du soumissionnaire contiendra :

1. La **déclaration de candidature DUME** renseignée sur la PLACE (<https://www.marches-publics.gouv.fr>),
2. La **liste des références similaires** de la clientèle publique et/ou privée sur les 3 dernières années.

2.6.2.2. Candidature classique

Le pli du soumissionnaire comprendra :

1. la **lettre de candidature** (réf : **DC1*** ou équivalent pour les candidats non établis en France), et le cas échéant l'habilitation du mandataire pour ses cotraitants en cas de groupement ;
2. la **déclaration des candidats aux marchés de l'Etat** (réf : **DC2*** ou équivalent pour les candidats non établis en France), avec notamment le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des trois dernières années ;
3. Le **formulaire DC4* en cas de déclaration de sous-traitance lors de la remise de l'offre, accompagnés des justificatifs des capacités du sous-traitant le cas échéant.**
Si le Titulaire **sous-traite tout ou partie de l'objet principal du marché** auquel il soumissionne, le sous-traitant devra **impérativement être déclaré au stade de la remise des offres** et fournir ses attestations de capacités professionnelles, techniques et financières nécessaires à l'exécution du marché.
4. La liste des références similaires de la clientèle publique et/ou privée sur les 3 dernières années.
5. Description de l'entreprise et les capacités techniques en relation avec le marché.
6. **Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet**, attestant de son habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché (ou équivalent pour les sociétés non établies en France) ;

*** Pour produire les éléments demandés, le soumissionnaire peut télécharger les formulaires DC1, DC2, DC4 sur le site du Ministère de l'Economie et des Finances à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>**



IMPORTANT :

Ces pièces sont également à fournir pour chaque cotraitant membre du groupement (à l'exception du DC1 à communiquer uniquement par le mandataire du groupement).

De même, pour justifier de leurs capacités, les soumissionnaires peuvent faire appel aux capacités d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature du lien juridique les associant.

Pour le cas où la nature du lien juridique les associant ne relève ni de la cotraitance ni de la sous-traitance, et en application de l'article R. 2143-12 du code de la commande publique, les soumissionnaires doivent apporter, outre l'ensemble des pièces obligatoires de candidature

énumérées dans le présent article, une preuve par tout moyen approprié justifiant qu'ils disposeront effectivement des capacités présentées à l'appui de leur candidature pour la réalisation du marché.



AVANT NOTIFICATION :

Le marché ne peut être attribué au soumissionnaire retenu ayant répondu que sous réserve que celui-ci produise, dans les délais impartis à compter de la demande d'INRAE, en plus des certificats fiscaux et sociaux délivrés par les autorités compétentes (ou équivalents pour les candidats non établis en France), les pièces suivantes :

- a) Un extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis), délivré par les services du greffe du tribunal de commerce et datant de moins de 6 mois, ou une carte d'identification justifiant de l'inscription au RM (Registre des Métiers), ou un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au RCS ou au RM ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente, ou un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription) ;
- b) La liste des salariés étrangers soumis à autorisation de travail au sens de l'article D. 8254-2 du code du travail ;
- c) Si le candidat est en redressement judiciaire, copie du ou des jugements prononcés à cet effet, attestant de son habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché ;
- d) L'attestation de fourniture des déclarations sociales et paiement des cotisations et contributions sociales délivrée par l'URSSAF datant de moins de 6 mois,
- e) L'attestation de régularité fiscale en cours de validité délivrée par la Direction Générale des Finances Publiques datant de moins de 6 mois,
- f) La délégation de pouvoirs de l'année en cours si la personne agissant pour le Titulaire signant l'acte d'engagement est différente de celle mentionnée dans l'extrait de l'inscription au RCS (K ou KBIS, cf. : point a) précédent),
- g) Le RIB du Titulaire ;
- h) L'attestation d'assurance en responsabilité civile/assurance garantissant les conséquences en cas d'accident ou de dommages causés dans le cadre de l'exécution du marché public en cours de validité (le candidat s'engage à maintenir la validité du contrat d'assurance pendant toute la durée d'exécution du présent contrat).

Les soumissionnaires peuvent fournir ces pièces dès le départ avec l'ensemble des autres pièces administratives demandées dans l'enveloppe candidature.



Ces pièces sont à fournir (à l'exception du DC1 à communiquer uniquement par le mandataire en cas de groupement) également pour chaque co-traitant ou sous-traitant.

2.6.3 Contenu de l'offre

Le dossier à remettre par chaque soumissionnaire doit comporter :

- L'acte d'engagement (A.E.) valant Cahier des Clauses Particulières (CCP) à compléter, dater par les représentants qualifiés et habilités à signer des entreprises ayant vocation à être titulaire du marché ;
- Un mémoire technique conforme au CCP

Ce mémoire technique devra répondre aux spécifications décrites dans le CCP et inclure les éléments suivants :

- Délais de livraisons ;
 - Les détails et la composition des aliments fournis ; fiche technique ;
 - Détails concernant la mise en place et déroulement de la prestation ;
 - Les éléments concernant l'engagement le développement durable.
- **L'annexe 1 à l'acte d'engagement « Bordereau des prix »**, à compléter, dater et signer par les représentants qualifiés et habilités à signer des entreprises ayant vocation à être titulaire du marché.

2.7. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS (CANDIDATURES ET OFFRES)

2.7.1 Modalités de transmission

Pour chaque étape de la procédure, les soumissionnaires appliquent le même mode de transmission à l'ensemble des documents constitutifs de leur offre.

En application des articles R. 2132-7 et R. 2132-13 du code de la commande publique, la transmission des candidatures et des offres se fera **obligatoirement par voie électronique sur le profil acheteur d'INRAE** (<https://www.marches-publics.gouv.fr>) dans les conditions exposées ci-dessous.

Les soumissionnaires ont toutefois la possibilité d'y ajouter une copie de sauvegarde « papier », par voie traditionnelle (pli papier).

2.7.2 Transmission électronique dématérialisée obligatoire

→ **AIDE TECHNIQUE / GUIDES DEMATERIALISATION** : Les soumissionnaires disposent **d'une aide technique à l'utilisation de la plateforme** à l'adresse URL de la plateforme (<https://www.marches-publics.gouv.fr>) et d'un **guide pratique relatif à la dématérialisation** de la commande publique (le guide est consultable ici : <https://www.economie.gouv.fr/daj/dematérialisation-publication-version-3-janvier-2019-des-guides-tres-pratiques-pour-accompagner>)

En cas de difficultés techniques rencontrées lors du dépôt d'un pli, INRAE recommande l'ouverture d'un ticket auprès du support de la plateforme attestant des problèmes techniques rencontrés. Seule cette démarche permet d'attester d'un dysfonctionnement rencontré par le candidat.

Horodatage :

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés.

La date et l'heure pris en compte pour la remise des candidatures et des offres sont celles données sur la plate-forme pour INRAE à réception des documents envoyés par les soumissionnaires.

Cette heure est consultable à l'adresse URL évoquée ci-dessus: (heure de Paris).

→ **FORMAT DES CANDIDATURES ET OFFRES** : les soumissionnaires devront impérativement adresser leur candidature et leur offre dans les formats ci-après précisés, sous peine de rejet de leur candidature et de leur offre : format des fichiers : XLS(x), DOC(x), RTF, PPT(x), PDF, ou équivalents.

Le soumissionnaire est invité à :

- ne pas utiliser d'extension .exe ou similaire ;
- ne pas envoyer de fichier contenant des macros ;
- vérifier que le pli comprend bien les documents demandés au format évoqué plus haut.

→ **SIGNATURE ELECTRONIQUE** : La signature électronique n'est pas requise.

Toutefois, l'acte d'engagement peut être signé soit au stade du dépôt de l'offre soit à l'attribution du marché.

Le candidat qui n'aurait pas signé l'acte d'engagement au moment du dépôt de son offre et qui se voit attribué le marché demeure engagé par son offre.

→ **ANTIVIRUS :**

Les candidats s'assureront avant l'envoi de leur candidature et de leur offre que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. Tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre devra être traité préalablement par le soumissionnaire avec un antivirus.

Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et le soumissionnaire en sera averti grâce aux renseignements saisis lors de son identification.

En effet, conformément à la réglementation, la réception de tout fichier contenant un virus entraîne l'irrecevabilité de la candidature et de l'offre et INRAE recourra à la copie de sauvegarde si elle existe (cf. : modalités de transmission ci-dessous).

→ **COPIE DE SAUVEGARDE (SUPPORT PHYSIQUE) – NON OBLIGATOIRE MAIS RECOMMANDÉE :** Les soumissionnaires peuvent transmettre à titre de copie de sauvegarde une réponse dématérialisée, sur support papier ou sur support physique électronique (clé USB, etc.), dans le même délai que le pli électronique dématérialisé (spécifié en page de garde du présent document).

Cette copie de sauvegarde ne sera ouverte que dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures et / ou les offres transmises par voie électronique sur le profil d'acheteur ;
- lorsqu'une offre est parvenue par voie électronique sur le profil d'acheteur et n'a pu être ouverte ;
- lorsqu'un problème technique émanant de la plate-forme de dématérialisation, objectivement sans lien avec le soumissionnaire, empêche ce dernier de remettre un pli électronique. Dans ce cas, le soumissionnaire devra prouver par tout moyen de preuve (copie-écran, etc ...), qu'il a tenté de remettre un pli et qu'il a été objectivement dans l'impossibilité de le déposer sur la plate-forme. **Attention**, le problème doit résulter de la plate-forme et non d'une mauvaise configuration du poste du soumissionnaire à partir duquel est remis le pli ou encore d'un empêchement dû aux filtres de sécurité du soumissionnaire ou de tout autre motif qui ne résulte pas entièrement de la plate-forme.

Les pièces constitutives de la candidature et de l'offre, assorties d'une version numérique sur support magnétique (clé USB, etc ...), seront placées sous enveloppe cachetée (ou tout autre emballage adapté et scellé).

L'enveloppe cachetée contiendra tous les documents énoncés à l'article 2.6 du présent règlement et portera les mentions suivantes :

MAPA – INRAE-Unité 0089- Aliments palmipèdes
COPIE DE SAUVEGARDE « NE PAS OUVRIR »
(NOM DE L'ENTREPRISE)

Cette copie de sauvegarde sera adressée **par lettre recommandée avec avis de réception postale ou remise en main propre contre récépissé avant la date limite fixée en page de garde du présent document** à l'adresse suivante :

Centre de Recherche INRAE Nouvelle Aquitaine Bordeaux
UNITE AVIPOLE
Service Achats Marchés Domaine de la grande Ferrade
33140 VILLENAVE D'ORNON

La réception des copies de sauvegarde est assurée du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 16h. Les dossiers qui parviendraient après la date et l'heure fixées en page de garde du présent document ainsi que ceux parvenus sous enveloppe non cachetée ne seront pas retenus.

→ **MODALITES DE SIGNATURE ET DE NOTIFICATION DU MARCHÉ** : Quel que soit le choix de modalité de transmission de la candidature et de l'offre du soumissionnaire, la signature du marché se fera par voie papier. Pour ce faire, l'acte d'engagement sera rematérialisé et signé de manière manuscrite par les parties. Après signature manuscrite, le marché sera notifié avec l'envoi d'une copie des marchés au(x) titulaire(s) soit par courrier postal avec accusé de réception, soit sur PLACE contre récépissé.

2.8. DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES

La date limite de réception des offres est indiquée en page de garde du présent document.

2.9. OUVERTURE DES PLIS

L'ouverture des plis n'est pas publique, les candidats ne sont pas admis à y participer.

Les plis contenant les candidatures seront ouverts par le Pouvoir Adjudicateur. Les personnes concernées par le marché réunies autour du Pouvoir Adjudicateur procéderont à l'analyse des offres.

Conformément aux articles R. 2144-1 à R. 2144-7 du code de la commande publique, le Pouvoir Adjudicateur qui constate que des pièces dont la production était réclamée sont absentes peut demander aux candidats de compléter leur dossier.

2.10. APPRECIATION DES CAPACITES ET JUGEMENT DES OFFRES

Le jugement donnera lieu à un classement des offres.

2.10.1. Appréciation des capacités

Les critères intervenants pour l'appréciation des capacités sont les garanties et capacités techniques et financières ainsi que la capacité professionnelle.

Suite à cette analyse, sont éliminés :

- les soumissionnaires dont les capacités techniques, financières et professionnelles pour la réalisation des prestations du ou des marchés seront jugées insuffisantes, après analyse des éléments fournis dans la partie candidature du pli (cf. article 2.6).

2.10.2. Critères d'attribution

Les critères de jugement des offres sont pondérés comme suit :

- **Critère 1** : Le prix : **40%**

- **Critère 2** : Le respect des caractéristiques des aliments détaillées dans le CCP : **30%**
- **Critère 3** : Quelle que soit l'implantation géographique du fournisseur, les délais de livraison ne doivent pas être supérieurs à 3 jours dès réception de la commande : **20%**
- **Critère 4** : Engagements concernant le développement durable : **10%**

Ce critère comprend les sous-critères suivants :

Sous-critère n°1 : Quelles mesures mettrez-vous en œuvre pour limiter les emballages et réduire les déchets ? **5%**

Sous-critère n°2 : Quels sont vos principaux fournisseurs ? Préciser votre périmètre d'approvisionnement moyen dans le cadre du marché : **5%**

La note attribuée sur le critère du prix sera fondée sur l'application au Bordereau des Prix Unitaires (BPU) d'un détail quantitatif estimatif (DQE).

En cas de discordance constatée dans une offre entre l'Acte d'Engagement et l'offre financière, le montant porté sur l'Acte d'Engagement prévaut sur toutes les autres indications de l'offre.

Les offres inappropriées, irrégulières et inacceptables sont éliminées. Les autres offres sont classées par ordre décroissant.

L'administration pourra demander aux soumissionnaires de préciser le contenu de leur proposition.

2.11. NEGOCIATION

INRAE se réserve la possibilité de négocier le marché. La négociation n'est pas systématique, cependant, l'INRAE se réserve la possibilité de négocier le marché, après analyse des offres.

Pour le cas où INRAE décide de négocier, la négociation sera engagée avec les 3 meilleurs soumissionnaires sélectionnés sur la base des critères spécifiés à l'article 2.10 du présent règlement. De même le choix final du Titulaire du marché se fera sur la base de ces critères en fonction des éléments obtenus ou non lors de la négociation.

Les soumissionnaires préciseront impérativement dans leur offre le nom et l'adresse e-mail de la personne à contacter pour la convocation à la négociation s'il y a lieu.

L'invitation à négocier précisera, alors, les modalités de la négociation (lieu, durée, nombre de personnes maximum...).

La procédure de négociation se fera, soit par courrier électronique via la plateforme PLACE, sous la forme d'un jeu de questions/réponses, soit par des réunions d'entretien avec chacun des candidats invités à négocier, qui seront retranscrites sur un procès-verbal. Elle respectera l'égalité de traitement des candidats. La négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre (financiers et techniques), à l'exclusion de l'objet du marché.

Il sera demandé aux soumissionnaires de confirmer par écrit les engagements/éléments avancés lors de la négociation et dans tous les cas de remettre au pouvoir adjudicateur (lorsque ces documents doivent ou non être modifiés pour prendre en compte les résultats de la négociation), une nouvelle version des documents constituant son offre. Les offres négociées sont alors réévaluées selon les critères indiqués ci-dessus et font de nouveau l'objet d'un classement par ordre décroissant.

ARTICLE 3 : AUTRES RENSEIGNEMENTS

3.1. OBTENTION DE RENSEIGNEMENTS

Les questions seront obligatoirement posées via la plateforme PLACE selon les modalités précisées ci-après. Pour obtenir des renseignements complémentaires qui seraient nécessaires à la préparation de leur offre, les soumissionnaires doivent s'adresser en temps utile à INRAE et de telle sorte que l'Institut puisse répondre, au plus tard, **4 jours avant la date limite de remise des offres**, uniquement sur le profil d'acheteur INRAE (PLACE).

3.2. MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

La personne publique se réserve le droit d'apporter au plus tard 4 jours avant la date limite fixée pour la remise des plis, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des plis est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

3.3. LITIGES

En cas de litige, le tribunal compétent est le :

Tribunal Administratif de Bordeaux

9 Rue Tastet,

CS21490

33063 Bordeaux Cedex

Tél : 05.56.99.38.00

Télécopie : 05.56.24.39.03

Courriel : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr

3.4. OBLIGATION DE DISCRETION

Les concurrents sont tenus par le caractère confidentiel des informations fournies et s'interdisent donc de les divulguer ou d'en faire un usage autre que celui pour lequel elles sont prévues.